

14ème législature

Question N° : 75018	De Mme Laure de La Raudière (Union pour un Mouvement Populaire - Eure-et-Loir)	Question écrite
Ministère interrogé > Numérique		Ministère attributaire > Numérique
Rubrique >entreprises	Tête d'analyse >sécurité	Analyse > sécurité informatique. Cisco.
Question publiée au JO le : 03/03/2015 Date de changement d'attribution : 18/05/2017 Date de renouvellement : 01/12/2015 Question retirée le : 20/06/2017 (fin de mandat)		

Texte de la question

Mme Laure de La Raudière interroge Mme la secrétaire d'État, auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du numérique sur la stratégie en matière de souveraineté numérique de la France, eu égard au partenariat d'envergure scellé entre le Gouvernement et la société CISCO. Le 17 février 2015, une société de sécurité informatique de renommée mondiale, Kaspersky, avançait que la NSA aurait placé un malware sur les disques durs des 12 plus gros constructeurs mondiaux. Cela ne faisait que confirmer les révélations d'Edward Snowden qui nous apprenait en 2014 que la NSA plaçait des logiciels espions sur les composants réseaux d'équipementiers, notamment CISCO. Le 18 février 2015, le président des États-unis d'Amérique, Barack Obama, s'est élevé contre les enquêtes menées par la commission européenne sur les positions anti-concurrentielles des grands fournisseurs de services internet, et a jugé qu'Internet est américain, qu'il est normal qu'il soit sous leur contrôle quasi-exclusif et que l'essentiel des bénéfices tombe entre les mains de leurs champions lesquels sont injustement harcelés par les pays membres de l'UE. Deux jours auparavant, le 16 février 2015, par communiqué de presse des services de Matignon, le Premier ministre, Manuel Valls, annonçait avoir scellé les grandes lignes d'un partenariat d'envergure avec CISCO, suite à un entretien avec John Chambers, son PDG. Dans chaque territoire, dans chaque secteur de l'économie, quels que soient les tailles, l'ancienneté, la performance, nos entreprises doivent opérer leur transformation digitale. Les entreprises américaines, de la Silicon Valley, de Seattle, du Texas, de Boston, inventent le monde de demain. Rien n'indique aujourd'hui qu'elles sont toutes animées de bonnes intentions. Plusieurs désormais ont une capitalisation boursière qui égale le PIB de pays développés, qui leur donne la trésorerie les moyens de s'offrir nos talents et nos graines de champions. Aussi, elle souhaiterait savoir si le Premier ministre a pris conseil auprès de l'ANSSI avant de conclure cet accord. Si oui, elle souhaiterait savoir si la représentation nationale peut avoir communication de cet avis.